

Budget 2026

Une facture salée pour les salariés et les retraités

Le 15 juillet, le Premier ministre a dévoilé les grandes lignes du budget 2026 visant 43 milliards d'euros d'économies. Une fois encore, ce sont les salariés, les retraités, les classes moyennes et les plus précaires qui risquent d'en faire les frais.

FO Énergie dénonce fermement ces mesures injustes et antisociales.

Un plan d'austérité brutal

Ce budget marque un nouveau tournant dans la politique d'austérité : gel des prestations sociales et des retraites, déjà lourdement touchées par l'inflation depuis 2022.

Pour les plus précaires, l'«année blanche» s'annonce comme une année de recul social.

Travaillez plus... pour gagner moins!

Parmi les pistes envisagées :

- **Suppression de deux jours fériés**, dont potentiellement le 8 mai – une décision symboliquement choquante.
- **Monétisation de la 5^e semaine de congés payés**, comme si les salariés devaient compenser eux-mêmes la perte de leur pouvoir d'achat.

Les retraités, une fois de plus stigmatisés

Le gouvernement veut remplacer l'abattement de 10 % sur les pensions par une déduction unique de 2000 €. Derrière le discours de « justice sociale », c'est une hausse déguisée d'impôts pour des millions de retraités.

Pendant que les pensions sont gelées, on augmente la fiscalité : double peine ! Cette réforme frappe injustement ceux qui ont travaillé toute leur vie.

Attaque contre les services publics

Le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois entraînera une **baisse de qualité ou des fermetures de services publics**. Encore une fois, ce sont les salariés et les citoyens qui en subiront les conséquences.



Protection sociale affaiblie

Deux mesures illustrent clairement l'orientation antisociale du gouvernement :

- **Doublément de la franchise médicale annuelle**, affectant durement les plus modestes.
- **Révision du statut des Affections de Longue Durée (ALD)**, une atteinte directe aux droits des patients.

La fonction hospitalière, déjà à bout de souffle, sera la première victime de ces reculs.

Une contribution symbolique des plus riches.

Le gouvernement prévoit une « contribution de solidarité » ciblant les très hauts revenus (au-delà de 250 000 euros pour une personne seule). Montant attendu : 4,2 milliards d'euros.

Mais :

- Aucune mesure chiffrée pour les grandes entreprises.
- Aucune remise en question des **200 milliards d'euros d'aides publiques** distribuées chaque année sans contrepartie.

Les salariés et retraités ne sont pas responsables des déficits publics creusés par des choix politiques injustes. Ils ne doivent pas en payer le prix.

FO Énergie appelle les personnels des Industries Électriques et Gazières à se préparer à se mobiliser pour défendre leurs droits, leur pouvoir d'achat et les acquis sociaux.

